Le Pascusseur donne les nouvelles 24 ou 30 houres avant les Journaux de

OM S'ABONNE

LYON, rue du Garet, nº 5, au 2º Paris, M. Pl. Justin, rue St-Pierre-Montmartre, nº 15.

LE PRECURSEUR,

Iournal constitutionnel de Cyon et du Midi. Livon



46 francs pour 3 mois;

\$2 francs pour 6 mois; 64 francs pour l'année.

Hors du département du Rhône, I franc de plus par trimestre.

LYON, 27 mars.

Nous n'avons pas rapporté dans toute son immensité la harangue de M. Viennet à la chambre des députés. M. Viennet est un homme d'une médiocrité si complète sous tous les rapports, que nous n'avons pas attaché à ce manifeste du tiers-parti une grande importance, tant nous avions peine à nous figurer que le tiers-parti eût choisi un pareil organe, pour porter à la tribune ses déclarations officielles. - Nous commençons à croire que nous nous sommes trompés, au langage que tiennent les journaux de Paris, et le Courrier de Lyon lui-même, qui attaquait l'autre jour, sans savoir pourquoi, le tiers-parti, et qui le soutient maintenant, sans autre motif que la probabilité plus ou moins fondée de son prochain avénement.

Aujourd'hui donc, ce discours prend une signification, et on peut, en l'étudiant, voir si nous nous étions trompés en disant que le tiers-parti équivaut aux doctrinaires, le

Lois d'exception contre la presse, lois de violence contre les personnes, redoublement de mesures de police: voilà en résumé le programme que jette en avant le ministère du tiers-parti. - M. Guizot n'aurait pas osé produire ces vœux

Nous avons dit il y a long-temps que le juste-milieu, doctrinaire ou non, ne pourrait s'en tenir même à la Charte dé 1830, et qu'elle était encore beaucoup trop libérale pour lui; nous avons dit que le juste-milieu ment, en se déclarant partisan du mouvement modéré, que le juste-milieu regrette l'hérédité de la pairie, déplore les concessions faites dans la loi électorale, et garde rancune au jury politique. Le discours de M. Viennet confirme admirablement nos paroles et les appuie de point en point.

Une autre observation à faire sur ce discours, c'est que le juste-milieu n'est pas si fort qu'il le fait crier dans ses journaux et par ses parquets; c'est qu'il a affaire à un ennemi autrement redoutable que l'émeute; c'est que le parti républicain n'était pas l'émeute, car l'émeute n'existe plus et le parti républicain, au dire de M. Viennet, grandit et s'a-

vance par la presse. Que les hommes de bon sens méditent ces deux faces de

D'un côté, un parti qui se fortifie par les idées et la discussion, de l'autre un parti qui demande pour vivre, et qui demande à grands cris, sans vergogne et sans mesure, des lois d'exception et des moyens de corruption et de police. Toute notre cause est dans ce contraste.

Les premiers signataires pour la souscription Laffitte se sont réunis ce soir pour former une commission chargée de prendre toutes les mesures relatives à cette œuvre patriotique.

Ont été nommés: Messieurs Teulié, président; Quantin, trésorier; Castellan, secrétaire. --- MM. Mestre, Jules Seguin, Bouttet jeune, Dépouilly, Chèze, Jules Favre et Malacourt, membres du comité.

Notre correspondance nous apporte la séance de la chambre du 25 mars. Elle a été employée à discuter et à voter les premiers chapitres du budget de l'instruction publique. Toutes les allocations ont été votées telles que les demandait le ministre, sauf celle de l'instruction primaire, qui a été augmentée de 500,000 fr., et portée ainsi à 1,500,000 fr.

On nous écrit de Vienne (Isère), que la chambre des avoués a voté une somme de 600 fr. pour la souscription Laffitte. Une autre souscription est ouverte dans la ville et plusieurs de messieurs les avoués se proposent d'y prendre part in-

La loge du Parfait Silence de Lyon, qui compte M. Lafayette au nombre de ses affiliés, vient d'ouvrir une souscription en faveur de M. Jacques Lassitue. La liste est déjà couverte de nombreuses signatures.

La société des artistes dramatiques de Lyon a définitivement conclu son traité avec l'administration municipale et avec les propriétaires du théâtre des Célestins.

Nous espérons que les artistes trouveront maintenant plus facilement à compléter le nombre de souscriptions qui seur est nécessaire pour entrer en exercice. Nous engageons vivement tous les amis de l'art dramatique à se porter au secours de cette entreprise qui mérite leur intérêt sous tous les rapports.

Londres , 23 mars. Hier soir, le bill de répression de l'Irlande a passé dans la chambre des communes au comité, et la chambre a ordonné que le rapport serait pris en considération mardi prochain. Ce bill a été fort amendé.

COUR D'ASSISES DU RHONE.

Audience du 25 mars. La cour est composée de Messieurs d'Angeville, président, Capelin et Jurie, conseillers.

La foule se précipite dans la salle, dès que les portes en sont ou

A neuf heures et demie la cour entre en séance; on procède à l'appel de messieurs les jurés.

L'huissier appelle l'affaire du Précurseur. M. le président s'adresse à M. Anselme Petetin: Je vous ai promis, dit-il, de faire passer votre cause la première, cependant il entre dans les convenances de l'un des magistrats de faire juger d'abord la cause qui devait venir après la votre, celle de M. Berthaud: avez vous toujours des motifs pour exiger l'accomplissement de ma promesse? Je ne puis me dégager de ma parole sans votre consentement.

M. Anselme Petetin. - J'ai toujours les mêmes motifs pour souhaiter d'être jugé le premier; mais ce serait de ma part une inconvenance que d'exiger de M. le président l'accomplissement d'une promesse que je n'ai dû qu'à son obligeance. Je passerai après ou avant M. Berthaud, comme le voudra M. le président.

On appelle l'affaire de M. Berthaud.

(Nous donnerons demain les débats de cette affaire.)

On procède au tirage des jurés pour l'affaire du Précurseur. Le ministère exerce huit récusations; le défenseur de l'accusé, cinq

Le jury se trouve alors composé de Messieurs :

Pistre, Second, Gayot, Favolle. Chavanne, Rostain, Naquet, Varembon, Et Robinot.

Le greffier lit l'arrêt de renvoi. Les motifs de la poursuite sont les 7 lignes ci-après, que nous reproduisons intégralement avec intention :

Nous sommes invités à publier la note suivante : « Vingt-cinq patriotes lyonnais offrent à Jeanne dont ils admirent le courage et partagent les opinions, la somme annuelle de cent francs qui lui seront payés pendant tout le temps de sa captivité. C'est un hommage qu'ils sont fiers d'adresser, en la personne de Jeanne, aux victimes héroiques du guet-apens politique du 5 et du 6 juin. Le premier quartier de cette rente payable par trimestres, a été déposé au bureau

M. le président adresse à l'accusé les questions d'usage. M. Latournelle, substitut du procureur général, lit un long réquisitoire, où il cherche à démontrer que la condamnation du Précurseur sera une chose extrêmement avantageuse à l'ordre public ; il prouve fort clairement que ce sera à cause de la liaison intime qui existe entre la petite note poursuivie et les émeutes qui ont eu lieu à Paris, un excellent moyen de réprimer les émeutes passées ; ce ne peut être que la répression de celles-là que demande M. l'avocat du roi, car il assure que le gouvernement a glorieusement et pour jamais broyé sous ses pieds la faction républicaine, et qu'il ne craint rien pour l'avenir.

M. Latournelle paraît prendre grand plaisir à répéter cent fois dans son discours les mots de calomnie, de mauvaise foi, de mensonge; chaque fois qu'il les prononce il se tourne sièrement vers l'accusé et

lui lance des regards foudroyans.

Ilparle dans son réquisitoire du style iucisif, brutal, et par fois sauvage du rédacteur en chef du Précurseur; l'accusé paraît extrêmement reconnaissant de cette leçon de rhétorique que veut bien lui donner M. Latournelle; il semble étudier avec grande attention le style de M. l'avocat-général, qui dans sa lourde fadeur et sa trivialité déclamatoire, est en effet un excellent modèle pour quiconque aurait l'expression trop incisive et la pensée trop hardie. — M. Latournelle sème pourtant sa harangue de quelques traits qui ne sont pas sans un certain mérite d'originalité: par exemple, il parle de la presse libérale comme d'un

acheminement à une république impossible.

Après de longs développemens sur la conspiration républicaine de juin (M. l'avocat-général veut bien nous faire grâce du complot carlo-républicain), sur les amas d'armes découverts par la police après la catastrophe, M. Latournelle conclut à l'application de la peine portée par la loi pour le délit d'excitation à la haine et au mépris du gou-

Me Jules Favre, défenseur du Précurseur, a la parole:

Messieurs de la cour , Messieurs les jurés ,

Ce n'est pas sans quelque étonnement que je me présente à cette barre, pour y défendre le Précurseur contre les atlaques du ministère public. J'avais cru que l'indépendance du jury lyonnais pouvait désormais poursuivre avec sécurité ses vastes et pacifiques destinées. J'avais cru que le pouvoir ciuq fois averti par d'éclatantes manifestations tiendrait enfin pour sérieuse l'alliance conclue entre la liberté de la presse et le pays. Mais il paraît que les leçons qui blessent son orgueil, ne vont pas à son iutelligence, puisqu'il vient de nouveau jeter à tra-vers les textes usés de la restauration, et ressusciter pour l'édification de tous, ces accusations banales dont le bon sens public commence à faire instice. Du reste je ne m'en plaindrai pas; et j'ai de mes juges une idée trop élevée pour que ma première parole devant eux porte l'empreinte de la défiance. Certes, lorsqu'une feuille politique s'est constituée, à sespérils et risques, le champion des intérêts populaires, lorsque dans la lutte elle a noblement mis en jeu son existence et la liberté de ses écrivains, et que plus tard elle a rencontré comme appui, contre les susceptibilités haîneuse, de l'autorité offensée, l'assentiment de la nation entière, prise à partie, et légalement représentée par le jury : il lui sied, je pense, de déposer toute crainte au seuil de l'arène judiciaire où on la force à descendre: il lui sied d'aborder le front haut les juges, lorsque ceux ci ont de leur côté fait taire les passions agitées de la vie pour ne conserver au fond de leur ame que le sentiment de leur dignité et

Ils sont grands, messieurs les jurés, ces devoirs, ils sont faciles aussi; dans cette enceinte même s'est commencée une œuvre de civilisation et de paix. Du haut des siéges que vous occupez, est tombée une parole, qui est devenue un baptème d'émancipation pour l'intelligence humaine, en vertu de laquelle, il lui a été donné de prendre sa place dans le monde comme puissance légale et régulière. C'est à vous de nous dire, si elle a démérité; à vous de prononcer si les traditions, sous l'empire desquelles vous a été légué le redoutable héritage de la justice criminelle, sont anti-sociales ou bienfaisantes. Ainsi ce procès est plus grand que tous ceux qui l'ont précédé: car il les résume et les juge. Ainsi ce n'est point seulement le Précurseur, mais la liberté de la presse lyonnaise, mais aussi, l'opinion qui dicta à vos concitoyens cinq acquittemens successifs qui sont maintenant devant vous en cause; cortège illustre d'accusés! que le ministère public a sans le savoir unis par

des liens indissolubles de solidarité! cortège illustre, où ne manqueront ni la garantie sainte d'un tribunal populaire, ni les vives sympathies du dehors. Que ne puis-je, messieurs, en dire autant de la défense! Mais quand je prononce ce mot, ne vous semble-t-il pas, comme à moi, qu'autour de nous planent encore de nobles et brillans souvenirs, bien capables vraiment d'intimider mon inexpérience? Vos yeux ne cherchent-ils pas à cette barre ces hommes supérieurs qui prêtèrent à la presse l'autorité puissante de leur parole? C'est qu'il sut mémora-ble, ce jour, dans lequel le talent des orateurs sembla s'élever au niveau de votre justice, pour couvrir d'une double égide nos libertés menacéest Et cependant, messieurs, vous ferai-je la confession de mes témérités? Moi qui n'ai d'autre soutien que ma foi politique, j'ambitionne cette difficile tâche. Il me semblait que si la conviction peut jamais suppléer la force, ma voix n'était point tout-à-fait indigne de monter jusqu'à vous. Et puis d'ailleurs, qu'importent après tout des considérations de cette nature? Qu'importe l'affaiblissement de cette défense, quand le tribunal est resté le même. toujours indépendant des suggestions du pouvoir qu'il domine, toujours animé de la plus pure sollicitude poi r les interets du pays! Et quand je parle en leur nom, ne suis je pa certain d'avance, messieurs, que votre bienveillance est la pour soutenir au besoin ma saiblesse, pour achever ce que ma jeune parole pourrait avoir d'ébauché et d'imcomplet?

Le Précurseur est incriminé pour avoir inséré dans son numéro du vingt-cinq février dernier, une note communiquée par laquelle vingtcinq patriotes lyonnais offrent à Jeanne une souscription annuelle de cent francs. Cette note renferme des sentimens d'admiration et de sympathic pour un homme que les passions politiques font à l'heure qu'il est, pourir au fond d'un cachot. Le ministère public s'en est offensé! Lui dont l'ame s'émeut si vîte aux sensibleries de sa dignité, il n'a pas compris les priviléges de l'infortune! il a jalousé une larme tombée sur elle! il a converti en crime la pieuse et sincère expression de nos patriotiques regrets. Ainsi ce n'était point assez de traîner Jeanne devant les gardes nationaux qu'il avait combattus! point assez de l'avoir fait condamner à une peine infamante qui usera sa jeune vie dans les horreurs de la captivité; il fallait encore intenter un procès criminel à ceux qui osent l'aimer, lui détenu; il fallait les afficher comme de mauvais citoyens, les traduire en cour d'assises, afin qu'il fût bien avéré aux yeux de tous que les haines du pouvoir sont vivaces et implacables, et que ceux qu'il a frappés doivent être insultés sous peine d'amende et de prison! Eh bien! je le déclare : le Précurseur se tient pour honoré de semblables poursuites!... Je demande si la postérité a flétri les noms des hommes de cœur qui, sous Tibère ou sous la Convention, moururent pour avoir porté le deuil de leurs amis? Et moi je dis qu'il vaut mieux les anathèmes du parquet, quelle que soit leur éloquence de commande, que la paix ignominieuse de certains publi-cistes, paix qu'ils achètent en jetant une boue officielle au visage de ceux que l'autorité leur montre du doigt! Non, nous n'en voulons pas de cette paix! A nous, les réquisitoires! à nous, le banc des accusés! surtout, messieurs, quand il est à vos pieds. Car nous ne pensons pas qu'après les tourmentes que le pays a traversées, après les vicissitudes sans nombre d'humiliation et de misère qui ont balloté les divers partis, il se puisse trouver un jury français qui nous juge cou-pables, pour nous être plaint avec amertume de la fatale destinée d'un condamné politique, pour avoir pleuré dans un sens contraire à celui

Et néaumoins, dans ce touchant hommage de douleur, le ministère public a eu l'art de rencontrer deux délits : délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi, délit d'offense envers la personne des jurés, à raison de leurs fonctions. Il est vrai que le bon sens de la cour a écarté le second chef, malgré la vive opposition de M. le procureur du roi, qui tenait à ce que sa pensée vous arrivât entière : en sorte que l'accusation est déjà mutilée. Mais si elle a subi cet échec devant une magistrature choisie par le pouvoir, jugeant à huis-clos et sans l'office de défenseur, que deviendra telle en face d'une magistrature populaire, éclairée par les lumières de la publicité, forcée de lutter corps à corps avec l'accusé qui vient loyalement vous dire : Me voici, mes pairs! homme d'honneur, j'accepte votre juridiction! prenez ma vie et mon caraclère, prenez l'accusation et jugez!

Pour moi, Messieurs, qui suis chargé de traduire sa pensée, je n'éprouvai jamais peut-être d'embarras plus sérieux, non pas pour justifier le prévenu, mais pour savoir précisément ce qu'on lui repro-che. Toutes les fois, en effet, que les mots d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi ont frappé mon oreille, ce fut comme un bourdonnement de termes vagues et sans valeur, ne laissant aucune idée dans mon cerveau. Et plus je me prenais à y réfléchir, plus ma raison s'enfonçait perdue dans un mystérieux labyrinthe d'hypothèses et de contre-hypothèses, au milien duquel la puissante logique de M. l'avocat-général n'a pu me servir de fil conducteur. Je conçois un délit d'excitation à la révolte, au pillage, à la guerre civile; ainsi pour en choisir un exemple horriblement célèbre, quand Marat écrivait dans son journal: « Le peuple de Paris est un être imbécille ; il a présenté des pétitions à la Convention pour avoir du blé! Que des demain il pende une douzaina d'accapareurs à la porte de leur boutique et le blé lui viendra! » Quand bien même ces lignes n'auraient pas été scellées de sang, elles n'en contenzient pas moins une prove cation flagrante: on peut la concevoir moins hidense, et tout aussi directe, tout aussi punissable. De même je comprends jusqu'à un certain point le delit d'attaque contre les droits que le roi tient de sa naissance ou de l'élection nationale, bien qu'assurément je ne voie ni crime ni danger à les discuter paisiblement; je me fais une idée d'un corps de délit. Mais d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi! pardon, Messieurs, mais je n'y comprends rien. Est-ce un défaut de mon intelligence, je l'ignore: mais j'ai beau combiner mes souvenirs avec mes réflexions, je crains toujours que la confusion de mes idées ne se communique à mon discours, et qu'après avoir longnement raisonné, nous arrivions à ne plus nous entendre ni les uns ni les autres : ce qui serait à coup sûr la plus merveilleuse explication de la loi.

Et ne croyez point, Messieurs qu'elle soit nouvelle. Les parquets de la restauration qui, sans être aussi prodigues de poursuites que ceux de la monarchie de juillet, se permettaient quelquesois le procès politique, avaient ainsi donné naissance à une théorie complète sur la matière. Je l'ai souvent entendu développer par les hommes distingues de cette époque; et, en vérité j'admirais comment on peut raisonnablement être dupe de ses propres illusions, ou plutôt, comment l'hypocrisie de la défense peut être forcée de lutter contre l'hypocrisie de la loi. Ce système se résumait en cet axiôme: Le roi règne et ne

chose qu'un non-sens? Au reste, ces questions positives et insolubles n'étaient guère agitées alors que parmi nous, simples étudians, bons tout au plus à passer des examens, et non à en faire subir aux autres. Les politiques du temps se contentaient de cet inconcevable mysticisme qu'ils entouraient de phrases pompeuses. Cachant ainsi le vide de leurs idées sous la magnificence du langage, ils jetaient au peuple un appât dont celui-ci n'était pas dupe, et endormaient la monarchie au sein de ces fictions mensongères qui ne la sauvèrent point le jour où elle voulut

s'appuyer sur elle pour brider la nation.
Vint juillet: nous pensions que son brillant soleil éclairerait enfin les ténèbres de notre législation. Nous pensions qu'avec tous les jésuitismes qui prenaient alors la route de Cherbourg, disparaîtraient pour jamais ces mystiques ambages aussi indignes de la majesté de la loi, qu'exclusifs d'une saine justice; mais dites-moi, de grâce, ce qu'il advint de nos espérances de juillet? Belles chimères d'une jeunesse qui s'épanouit à la vie, et qui sont balayées dès le lendemain pour faire place à de tristes désenchantemens! Pourtant je dois le dire: la plus grande et la plus solennelle jonglerie de toutes les jongleries de cette époque fut, sans contredit, la révision des lois sur la presse. On nous donna le jury. Réforme immense qui, selon moi, est destinée à sauver la France et peut-être l'Europe d'un bouleversement inévitable sans elle! Mais le moyen de la refuser! Elle se portait écrite en pétition sur chaque baionnette des combattans de juillet. On la trouvait sur tous les champs de bataille, et jusques sur les tombes des martyrs qui avaient succombé. Elle entra donc de force au palais Bourbon, et se fit place dans les actes officiels, en dépit des plus vives résistances. Il en était une autre non moins importante, quoique moins populaire, parce qu'elle ne pouvait être aussi bien comprise par les masses; elle dépendait de ceux que je pourrais nommer les savans, de ceux qui rédigent les lois. On se mit toutesois à l'œuvre; car après juillet, aucun semblant ne manqua. On rencontra dans la loi de 1822 des attaques contre les droits que le roi tient de sa naissance, et comme on voulait faire divorce avec la légitimité, au moins pour un temps, on écrivit : Les droits que le roi tient de l'élection nationale, et les procès continuèrent. Puis vint M. Dupin; M. Dupin qui avait prouvé à la tribune qu'il n'y avait plus de religion de l'état, mais une religion de la majorité des Français; et M. Dupin démontra qu'il fallait faire aussi ce grand changement dans la loi de 1822. Et tout fut dit. En sorte que ces modifications se réduisirent à remplacer le titre de roi de France, par celui de roi des Français, et la législation de la presse fut à peu près aussi bien traitée que les écriteaux d'illumination publique.

Nous voilà donc de nouveau, en 1833, dans l'ornière de la restauration! Nous voici forcés de marcher dans l'obscurité, et à nous demander ce que peut être le gouvernement du roi! Voulez-vous l'ingénieuse explication de la restauration : le roi régne et ne gouverne pas ? Mais nos perplexités vont revenir! Qu'est-ce alors que son gouvernement? En le jetant au-delà de l'horizon politique, on peut à toute force trouver un sens à la loi : car le roi a un gouvernement intérieur, celui de sa maison. Et l'on conçoit ce qu'il peut y avoir d'inconvenant et même de criminel, à nous sujets, de soulever le voile qui cache ses actions privées. Mais je crois que la matière des délits serait infiniment étroite. J'ai oui dire en effet que ce gouvernement-là était un modèle d'ordre, de sagesse et d'économie : il n'a donc rien de commun avec le gouvernement du ministère. Qu'un homme soit néanmoins assez osé, pour se plaindre de lire, en face du palais des Tuileries certaine affiche d'expropriation, qui prouve qu'il ne faut pas pousser la niaiserie jusqu'à croire à certaine reconnaissance, il pourra être accusé d'irrévérence; mais que le ministère public, de son côté, laisse dormir ses foudres. Car il paraît que la mode s'est introduite parmi les hauts fonctionnaires de procéder directement en matière de distantation, et je ne doute pas qu'on ne démontrât, par ministère d'huissier, comme quoi le débiteur principal doit être discuté avant la caution, surtout quand celle-ci lui doit une couronne.

Mais non, il est trop évident que cette étroite sphère n'est pas la nôtre, que l'accusation est toute politique. On nous poursuit pour avoir qualifié un acte du ministère. Mais si un pareil droit nous est contesté, je demande ce que deviendra la liberté de la presse, si le gouvernement du roi est celui de ses fonctionnaires? il sera douc interdit de dénoncer un fait qui porterait atteinte à leur considération. Ainsi, qu'un premier ministre, c'est une supposition, soit connu par son esprit de rapacité, qu'il ait acquis en ce genre une réputation toute semblable à celle du consul romain Céthégus qui, dans la guerre des Gaules, fit enlever par des soldats apostés un convoi d'or destiné à la république; que fidèle à ses antécédens, il spécule sur les marchés publics et s'enrichisse dans les adjudications au rabais : si la presse le dénonce, elle aura sans doute excité à la haine et au mépris de ce ministre, lequel fait partie du gouvernement du roi. Ce sera bien pis, si elle prouve les faits! on la punira d'autant plus sévèrement qu'elle aura davantage raison. Et ce que je dis d'un premier ministre, je le pourrais dire du dernier fonctionnaire, de M. Vidocq, par exemple. M. Vidocq n'est point une abstraction, ni une majesté invisible: car il tire fort bien sur les gardes nationaux, et fait des répétitions de pillage, pour exercer sa bande et tricher les voleurs. Eh bien! si la presse le désigne comme un échappé des bagnes , elle aura excité à la haine et au mépris du gouvernement du roi. Car le gouvernement qui s'appuie sur de tels rebuts, ne mérite point l'estime et l'affection des honnêtes gens. Voilà donc la presse enchaînée! la voilà réduite à se faire l'humble servante de tous les ministères passés, présens et futurs! Je sais que le pouvoir n'a point été jusque-la ; il savait bien qu'en usant à la rigueur de l'arme qu'il s'était donnée, il se blesserait luimême: mais ces conséquences se trouvent dans la loi; elles en font un instrument d'arbitraire, un véritable lacet jeté au coup de la

presse, et qui peut-être serré au gré du caprice du plus fort.

Pour vous, messieurs les jurés, vous puisez vos élémens de conviction dans des motifs plus nobles. Planant au dessus des lois par votre

omnipotence, vous ne laissez point égarer votre raison à travers des textes subtils: vous vous demandez avant tout si l'écrit qui vous est dénoncé a soulevé des passions coupables. Mais si, par hasard, il a dit la vérité, quoiqu'il l'ait entourée d'irritation, loin de le condamner, vous le soutenez par votre justice. Entre la vérité et le pouvoir, votre choix n'est jamais donteux. C'est donc sur ce terrain que je vais maintenant conduire la discussion; mais je voulais en finir avec ces arguties des lois invoquées par le ministère public, je voulais démontrer que leur intention est hostile à la presse, et qu'elles n'ont été faites que pour gêner la pensée, et servir l'avancement de MM. du

Après un repos de quelques minutes, l'avocat reprend en ces ter-

Je me sens plus à l'aise, Messieurs. Débarrassés des phrases obscures que la restauration avait glissées dans ses lois, nous pouvons chercher la vérité par les faits, et peser de nos mains la moralité de l'accusation. Je la résume dans une seule proposition. L'article iucriminé a-t-il souleve des passions subversives? Mais avant de l'aborder, permettez-moi de poser une question préjudicielle qui se présente naturellement à l'esprit. Toutes les fois qu'un prévenu est amené à vos pieds, quand vous avez entendu les divers témoignages invoqués en sa faveur ou contre lui, et que recueillis en vous-mêmes vous vous demandez compte de la sentence que vous allez porter, vous examinez scrupuleusement, non-seulement la réalité de l'acte reproché, mais aussi le lien intentionnel qui se rattache au présumé coupable. Car vous n'étes point les réparateurs du dommage, vous êtes les juges de l'homme. Et si le préjudice a été causé par une action non imputable à la volonté de l'être intelligent et libre qui est traduit devant vous, vous l'absolvez. A plus forte raison s'il est le résultat d'une action permise. Or, je soutiens qu'en publiant l'article incriminé, le Précurseur n'a fait qu'user de son droit, qu'il a été fildèle à la vérité historique, en un mot, qu'en parlant de la catastrophe de juin, il ne pouvait la qualifice entre parlant de la catastrophe de juin, il ne pouvait la qualifier autrement que de gaet-apens politique. En voulezvous la preuve? Franchissez un intervalle de vingt années; supposezvous chargés d'écrire l'histoire des faits qui s'accomplissent sur la scene où nous sommes. L'histoire, vous le savez, n'est point le panégyrique ampoulé d'un règne, ni la sèche et froide anatomie d'une époque. Pour être vivante et bien comprise elle doit penétrer tous les mystères, épier tous les secrets, connaître l'origiue des choses. Et pour avoir ces renseignemens à quelle autorité s'adressera-t-elle? Serae par hasard au Moniteur ou aux réquisitoires du ministère public? Pensez-vous que pour savoir la vérité dans la fameuse affaire de l'attentat horrible, elle fut en droit de se tenir satisfaite du viridique discours de M. le procureur-général? Non, Messieurs, elle n'écrit point sous l'influence d'un parti, elle recueille religieusement les faits, les compara d'un parti, elle recueille religieusement les faits, es compare, et de leur rapprochement elle tire la vérité. Mais si dans le nombre, il s'en rencontre qui aient passé par l'étamine de la justice! de la justice qui, loin de s'impregner des passions contempo raines, conserve son impartialité même au milieu des orages qui ébranlent son siége, ne devront-ils pas inspirer à l'histoire une confiance sans réserve ? Certes , la majesté de la justice me semble digne d'être l'appui de la majesté et de la certitude historiques. Maintenant pensez au rôle de la presse; elle n'est pas autre chose que l'histoire quotidienne, elle enregistre jour par jour les faits qui naissent. Et pour elle la vérité et l'indépendance sont aussi d'un précieux devoir. Quoi! nous nous ferions lâchement les historiographes de la peur ou de la flatterie parce que nous sommes venus vingt ans trop tôt! Oh! non, mille fois mieux briser notre plume que la prostituer! Si jamais, ce qui n'arrivera pas, la liberté était morte, nous pourrions bien, par épuisement et lassitude, tendre nos mains aux chaînes en attendant qu'elles pussent porter le glaive, mais nous n'irons point mettre nos intelligences profances au service d'une tyrannie grande

ou petite.

Telle est la ligne que le Précurseur s'est tracée. Il a cherché la vérité
persévérance, politique et la vérité historique avec une infatigable persévérance, quelquesois avec passion, j'en conviens. Mais qui donc n'en aurait pas, orsque tout brûle, lorsqu'on en rencontre de violentes jusque dans les requisitoires des magistrats? Les égoïstes seuls n'en ont pas, parce qu'ils renferment toutes leurs affections en eux-mêmes et se preunent pour centre de vie. Mais nous ne nous flattons pas de posséder cette

Le Précurseur a-t-il manqué son but, en qualifiant la catastrophe de de juin guet-apens politique ? S'îlen était ainsi son erreur seraitencore excusable, car il devait nécessairement la commettre. S'agissait-il d'un fait récent descendu du télégraphe sur la place publique et qui ne fut expliqué que par les rumears populaires toujours melées d'exagéra-tions et de mensonge ? aurait-on accueilli imprudemment de témérai-res versions ? Cétait un fait passé depuis dix mois et que la presse avait unanimement jugé. ¿Que dis-je? la justice nationale était intervenue pour ratisser le jugement de la presse. Je ne suivrai point M. l'avocal général dans le récit plus ou moins sincère qu'il vous a présenté de la catastrophe de juin. Je vous dirai ce que je sais, les faits auxquels je me suis mêlé. Quand la nouvelle du massacre nous parvint, le Précurseur, à travers la vapeur de sang qui s'élevait autour des victimes tombées, vit tout de suite la ténébreuse main de la police guidant les fils de cet épouvantable drame, il la dénonça hautement, il defia le gouvernement de prouver la conspiration qu'il faisait annoncer fastueusement par ses journaux. Il fut saisi. Mais devaitil se tenir pour vaincu, alors qu'il était si puissant de son droit?

Devaitil reculer devant M. le procureur du roi qui usait de la loi an profit des violateurs de la laire de fairit le complian des violateurs. profit des violateurs de la loi, et se faisait le complice des réactions illégales que la cour de cassation a flétries? Non, Messieurs, il persista avec plus de force. Saisi de nouveau, il protesta solennellement. Je vous le demande, à quelque parti que vous apparteuiez, n'y a t il pas quelque chose de noble dans le spectacle d'une feuille indépendante persécutée au nom des lois, par ceux qui les foulent aux pieds, et s'appuyant sur les lois en ruine pour venger l'hamanité outragée; attaquant la violence quand la violence triomphait, et ne répondant à son orgueilleuse victoire que par un appel à la justice du payse, omme à une divinité tutélaire et infaillible?

Cet appel sut entendu. Le jury du mois de septembre déclara par son verdict que le *Précurseur* n'avait point calomnié, qu'il avait usé de son droit en dévoilant les turpitudes de la police. En même temps la vérité se faisait jour de toutes parts. La cour d'assises de Paris était comme un foyer brillant d'où partaient incessamment des rayons de l'umière qui venaient éclairer ces grandes scènes de deuil. Dans l'affaire du Corsaire, il avait été prouvé que Vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curviers et avait été prouvé que Vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curviers et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curviers et avait été prouvée que Vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curviers et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curviers et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés en curvière et avait été prouvée que vidocq et sa bande s'étaient déguisés et avait été prouvée et avait été prouvée et avait été prouvée et avait été prouvée et avait de la constant de l sés en ouvriers et avaient tiré sur les gardes nationaux. Dans celle de Geoffroy, qu'un agent de police à cheval portait un drapeau rouge, autour duquel s'étaient réunis des jeunes gens exaltés dont on avait exploité l'institution. Di exploité l'irritation. Plus tard le procès de Jeanne démontra que les dragons avaient chargé sans sommation, et que la loi de 1831, faite par la chambre pour protéger les citoyens, avait été violée. Et vous voulez, Messieurs, qu'après une confirmation aussi éclatante de ses prévisions, le Précurseur ne crut pas au guet-apens? Oh! certes cette foi de sa part a été légitime. Mais je vais plus loin, je dis qu'elle a été vraie. Je dis que taut de preuves parlent plus haut que tous les dé-mentis officiels des hommes du pouvoir. Oui, il y a eu guet-apens politique au mois de juin, comme il y eut guet-apens politique à Colmar dans la conspiration du malheureux Caron. Pourquoi donc le

ministère public, si jaloux de la réputation de la police laisset. ministère public, si jatoux de la reputation de la police laisset-il impunément écrire qu'il y eut guet-apens à Colmar et nous poursuit pour avoir avancé qu'il y avait eu guet-apens à Paris? En voulez-vous savoir la raison? c'est que ceux auxquels profita le guet-a-pens de Colmar sont maintenant à Prague, qu'ils n'ont plus rien à donner, tandis que ceux auxquels profite le guet-apens de Paris sont

Mais vous, Messieurs les jurés, vous êtes nos juges, vous êtes les mandataires du peuple, et ne recevez point votre justice toule faite, selon les inspirations du pouvoir! Vous pèserez toutes les circonstances que je vous ai rappelées, et si, ce que je ne puis croire, vous n'y trouviez point la preuve radicale des attentats de la police, c'est-à-dire de l'autorité supérieure qui la dirige, au moins y verrez-vous celle de la l'autorne superieure qui la unige, au mesmo convaincus qu'il a écrit sous l'empire d'une persuasion intime, et que les reproches de faus. seté, qu'on lui prodigue avectant d'amertume, sont de gratuites calomnies. Lisez d'ailleurs l'article incriminé, cet article de six lignes, dans lequel il n'est qu'un seul mot inculpé, et dites-moi, en conscience, s'il vous paraît écrit dans de mauvaises intentions, pour produire de l'effet sur les masses. Au moins, faudrait-il convenir que le Précurseur connait bien mal les ressources de la puissance dont il dispose. Mais non, le délit n'est évidemment ni dans la pensée ni dans la forme, et il a fallu toute l'imagination du ministère public pour l'y découvrir.

Mais puisqu'il nous a conduit sur ce terrain, je l'y veux maintenir. Je veux que cette désense soit complète, qu'elle fasse publiquement juger la moralité de ceax qui se flattent de représenter dignement la société. Certes, Messieurs, depuis six mois le dégoût a saisi bien des ames généreuses. Il a fallu une constance plus qu'ordinaire à l'écrivain politique pour demeurer à son poste. Cette constance, je ne l'aurais pas euc. Mais on nous traduit en cour d'assises, on dénature nos intentions, je m'expliquerai donc. Je dirai tout ce que nous arons sur le cœur; je veux m'abstenir de toute déclamation, renfermer au fond de mon ame l'indignation qui la soulève. Je serai calme, et ne citerai que des faits. Et dans le nombre, je ne prendrai que ceux sur lesquels le doute est impossible, et je dirai qu'en les rappelant, non-seulement j'excuse le *Précurseur*, mais je prouve que la haine et le mépris qu'il pourrait avoir soulevés, loin d'être condamnables, sont choses saintes, parce qu'elles se trouvent au fond de toutes les ames honnêtes. Ainsi, je ne parlerai point des fautes commises à l'extérieur, je n'examinerai point si on a déshonoré le nom français et compromis notre avenir, surtout financier; je ne toucherai point la brûlante question des charges et des recettes publiques, et de tout ce gaspillage fait sous le voile des intérêts publics. Je m'attache à un seul fait: écoutez, Messieurs: Au mois de juillet 1831, des bandes de misérables ont été enrégimentées par la police, elles se sont répandues sur les boulevards, ont frappé selon leur caprice, et laissé presque sans vie des ci-toyens inossensifs, des étudians dont tout le crime était de porter des chapeaux blancs.

Au mois de juin 1832, Vidocq et sa bande se sont déguisés en ouvriers, ils ont simulé les insurgés, asin de les exciter au meurtre, ils ont tiré eux-mêmes sur les gardes nationaux. Des sergens de ville ont frappé sans sommation.

Ce n'est pas tout: au mois de juillet on a trouvé, un matin, sur le ont d'Arcole, des traces de sang; on a su que des agens de police, des magistrats, avaient égorgé descitoyens désarmés, que la Seine avait roulé des cadavres. Et la police s'est tu! Et tandis que dans la moindre affaire criminelle, des milliers d'émissaires sont lancés à la trace du coupable, tandis que pour le coup de pistolet, on a trouvé plus de cinquante auteurs de l'attentat, quand il n'y en avait pas un, le mystère a enveloppé cet horrible massacre. — Mais de grâce, Messieurs les jurés, y avez-vous bien pensé? Vous êtes pères de famille, et vos enfans peuvent tomber sous le bâton obscur de la police, sans que vous ayiez le droit de vous plaindre! Vous êtes contribuables, et vous avez payépour solder l'assassinat de vos concitoyens! Et quand vous punissez la moindre violence commise contre les personnes, vous nous puniriez aussi, nous qui avons dénoncé ces infamies! Oh! non, vous ne le pouvez pas, sans vous faire les apologistes du meurtre; vous ne le pouvez pas, Messieurs de la cour; le ministère public ne le peut pas davantage! Mais à lui j'adresse des interpellations bien autrement positives, car il représente ce qu'il y a dans l'état de plus saint et de plus outragé, il représente la loi. Or, je dirai que la nation est lasse de toutes ces comédies judiciaires faites en son nom! Il faut qu'on sache enfin si les victimes et ceux qui protestent pour elles seront condamnés, et les meurtriers récompensés et couverts de l'égide de la loi! Il faut qu'on sache si le ministère public accepte la solidarité de ces attentats! Il faut qu'on sache si l'assassinat sera par lui érigé en doctrine politique dans le sanctuaire même de la justice. Voici donc les questions que je pose à M. l'avocat-géneral, et je désire qu'elles soient entendues de toute la France, car je ne parle pas seulement an nom du Précurseur, mais au nom de tout le sang illégalement versé depuis dix-huit mois.

Au mois de juillet 1831, on a payé des assassins; ils ont assassiné pour le compte du gouvernement. Ces faits sont-ils vrais, oui ou non? Si M. l'avocat-général les nie, j'en ai la preuve derrière moi, je lui démontrerai que je ne suis point un calomniateur.

Au mois de juin 1832, Vidocq et sa bande ont assassiné des gardes nationaux combattant pour la désense des lois; au mois de juillet. des sergens de ville ont assassiné sur le pont d'Arcole. Ces faits sont-ils vrais, oui ou non? Si M. l'avocat-général les nie, j'en ai la preuve; et je lui montrerai que je ne calomnie pas.

Cette preuve faite, je lui demanderai s'il les approuve, ces faits. S'il

les approuve , je me tairai , les jurés et le pays jugeront. Mais s'il ne les approuve pas, je lui demanderai s'ils ne sont pas dignes du mépris, de la haine de toutes les ames honnêtes? et puis ce qu'il pense du gouvernement qui les tolère, qui en prosite : et par gouvernement, je n'entends pas M. Vidocq qui tue, M. Gisquet qui paie, M. Barthe qui ne poursuit pas. J'ai promis d'être logique jusqu'au bout. nds le gouvernement qui laisse en place MM. Barthe, Gisauet et

Vidocq.

Et de peur que mes paroles subséquentes ne fassent oublier ces interpellations, je n'ajouterai pas un mot, et j'attendrai pour répliquer que M. l'avocat-général m'ait fait l'honneur de me répondre.

M. le président, avec vivacité: L'audience est suspendue pendant

un quart-d'heure. L'audience a tout-à-fait perdu le caractère de solennité languissante qu'elle conserve habituellement: une agitation profonde se remarque dans les spectateurs à chaque instant plus nombreux, et dont la foule se prolonge jusqu'au dehors.

Au bout d'une heure la cour rentre en séance; M. Delatournelle,

substitut de M. le procureur général, a la parole.

Ce jeune magistrat s'élève avec violence contre les écarts de la défense; elle a, selon lui, franchi toutes les bornes et devrait sussire à MM. les jurés pour démontrer les passions coupables dont le Précurseur est animé. La désense n'a rien respecté, elle a calomnié le jury pa-

Me Jules Favre : Vous dénaturez mes paroles.

M. Delatournelle : Vous avez dit que Jeanne était victime de passions politiques. M. Jules Favre: Eh bien! n'est-il pas victime des passions politiques qui ont enfanté la catastrophe de juin, de quelque part qu'elles

M le président : Vous répondrez. M. le président; mais je ne veux point me Me Jules Favre: Oui, M. le président; mais je ne veux point me

usser jusuite. M. Delatournelle s'estime heureux de ce qu'il appelle une rétractalaisser insulter. y. Detaction appears the retractadignés dans son premier réquisitoire ; puis il s'étonne de ce que le dédigues uaux de jeter de l'ironie sur des textes aussi précis que ceux fenseur ait essayé de jeter de l'ironie sur des textes aussi précis que ceux fenseur au essajo de la continue de la contente aussi precis que cenx de 1819 et 1822. Il établit la réalité du gouvernement du roi. C'est la de 1819 et des fonctionnaires. Il doit être interdit à la presse de la difsoliecuou des soliecurs de la disconser n'a pas en d'autre intention. Il pouvait être famer. Or, le Précurseur n'a pas en d'autre intention. Il pouvait être famer. Of , mois de juin parce que les faits étaient mal connus. Deexcusable au mois de juin parce que les taits étaient mat connus. De-puis, les cours d'assises les ont éclairés. Tous les accusés de juin ont été condamnés comme ayant pris part au complot républicain formé eté condamnes comme ayant par par au comptot republicain formé pour renverser le gouvernement. Le Précurseur ne s'en est pas moins obstiné à voir l'action de la police dans cette insurrection. Ressort baobsune a von la constant de les partis vaincus mettent toujours en avant après la défaite... nal, que les parteurs argument à tirer des acquittemens prononcés au Il ny a donc dicean agai, d'ailleurs, furent dûs surtout au talent et mois de septembre, et qui, d'ailleurs, furent dûs surtout au talent et

à la modération du désenseur. la moderation du défenseur. Arrivant ensuite aux interpellations qui lui ont été adressées, M. De Arrivant ensure aux interpretation devant aucune explication. Quant Btournene annonce qu'il la Bastille , le fait peut être vrai.... (Violente

romeur dans l'auditoire.)

meur dans raumtone.) M. Delatournelle, avec emportement: Si un seul mot d'approba-M. Detatournene, and see and the dispression ou d'improbation se fait encore entendre, je requerrai non-seution ou d'improbation de la salle, mais l'arrestation des perturbateurs.

M. le substitut répète que le fait peut être vrai, mais qu'il ne doit point être imputé au ministère, que c'est une affaire de police, et qu'il n'est pas chargé de la justifier. — Quant aux déguisemens de Vidocq et de sa bande, il ne prouve rien autre chose sinon qu'on s'est servi de moyens détournés pour arrêter les insurgés et deviner leurs plans. En conclure qu'on a tiré sur les gardes nationaux, c'est une atroce ca-

Quant à l'assassinat du pont d'Arcole . la cour royale de Paris a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à suivre, la justice a donc prononcé, et

l'on ne peut non plus accuser le gouvernement.

Il termine en disant à MM. les jurés qu'il s'agit dans cette cause d'absoudre ou de condamner le gouvernement, de le désendre de l'anar-

chie ou de l'y abandonner sans réserve.

Me Jules Favre : Je serais, Messieurs, à la fois bien malheureux et coupable si, par excès de zèle, j'avais compromis la cause de mon client. On fait le procès à mes paroles, et ne pouvant trouver de crime dans l'article poursuivi, le ministère public s'est emparé des imprudences de mon inhabileté. Mais je n'accepte point cette demi justice. M. le substitut a parlé de délit commis par la défense; s'il a dit vrai, qu'il me poursuive, et s'il ne me poursuit pas, qu'il me permette de lui ré-pondre qu'il s'est servi d'une expression inconvenante et coupable dans la bouche de l'accusation, qui ne doit point multiplier à plaisir les

L'avocat reprend ensuite chacun des argumens du ministère public : ilesamine sa théorie sur le gouvernement du roi, théorie que j'accepte, di-il, mais qui assurément ne se rencontre pas dans la loi. Il prouve que les intentions du Précurseur n'ont pu être coupables, qu'il devait être démontré à tous ses rédacteurs que le coup-d'état de juin était un gect-àpens politique. Quant à moi , je l'ai si bien pensé , que je l'ai écrit tout au long dans le *Précurseur*, dans un article de deux colonnes, sous le titre de Police politique. Cette démonstration a été répétée à salicté depuis le mois de septembre, et notamment dans un article ex-prosesso, de cinq colonnes, intitulé: Coup-d'état de juin, article par lequel M.Petetin, établit les faits à la main, qu'il n'y a pas eu d'autre conspiration que celle de la police; si M. le substitut le désire, je le mettrai sous les yeux de MM. les jurés.

M. Delatournelle fait un signe négatif et ajoute : Tout ceci ne prouve rien: ces articles ont pu passer par une distraction de M. le procureur

du roi.

M° Jules Favre : Je repousse tout-à-fait une semblable interprétation, et j'ai trop de consiance dans le zèle de M. le procureur du roi, pour croire qu'il apporte de telles distractions dans l'exercice de ses louctions; s'il en avait, Messieurs, assurément, ce ne serait point

On vous a dit que l'influence de l'honorable M. Barrot avait pu entrainer la décision des jurés de septembre. Une telle supposition me serait bien douloureuse, elle serait aussi affligeante pour la justice. Je crois, Messieurs, que le nom et le talent de cet orateur célèbre n'eussent point surpris une sentence contraire à la vérité, et que le jury n'a écouté que la voix de sa conscience. Mais puisqu'on a cité ce témoignage, je m'en prévaudrai aussi pour vous faire voir que tout ce que jai dit de plus fort, M. Odilon Barrot l'avait dit avant moi ; je suis heureux de pouvoir vous rappeler ses paroles, et je ne pense point que le ministère public en conteste l'authenticité, puisqu'elles sont tirées d'un écrit reva par M. Barrot lui-même et dont M. le procureur du roi a eu connaissance. S'il eût renfermé des mensonges, on ne les expliquerait plus cette fois par une distraction de ce magistrat: ce serait

à coup sûr abuser de la permission. M. Barrot disait dans cette enceinte: « Ce n'est pas tout, Messieurs, Pendant qu'on poursuivait ici le Précurseur pour avoir accusé la police, des débats avaient lieu à Paris, qui jetaient sur ces machinations un jour terrible. La police a été surprise en flagrant délit : on la rencontrée à chaque pas dans toutes ces ignobles intrigues qui ont préparé la catastrophe des 5 et 6 juin ; on a saisi sa main en quelque sorte. Des témoignages nombreux et tout-d-fait dignes de foi ont attesté que là, comme dans les embrigademens da 14 juillet, la police avait sa part. Une brigade entière, échappée des bagnes, était sortie deguisée sous la livrée honorable du travail, elle a pris part à l'action; elle a tiré des coups de fusil, donné des coups de baionnette, elle s'est mélée aux insurgés, elle a arrêté des citoyens. La constatation de ces faits a confonda la police, et l'a fait succomber dans le procès en diffamation qu'elle avait eu l'audace d'intenter au Corsaire! Et ce serait après l'acquittement du Corsaire, après que la police a élé honteusement évincée de sa plainte, après qu'elle est restée flétrie sous des charges accablantes, que vous, Messieurs, vous condamneriez un journal de province qui, loin des faits, les a pour ainsi dire instinction. dire instinctivement devinés, qui a dénoncé l'odieuse intervention de ces misérables! Je ne le crains pas, car il y aurait là une haute Contradiction; je ne le crains pas surtout, parce que votre probité se révoltera de ces scandaleux excès; parce que, si vous éprouvez vivement pour vos personnes et pour vos fortunes le besoin de la sécurité curité, vous ne voulez pas que la magistrature chargée de protéger cette sécurité soit confiée à des mains impures qui poussent au désordre pour se faire un mérite de le réprimer. » (Déf. du Précurs.,

Pag. 15 et 16.)
Quai-je dit de plus fort? Et comment, après une telle déposition, voir qui l'emploie? Comment condamneriez-vous le Précurse ur comme arant can l'emploie? Comment condamneriez-vous le Précurse ur comme arant can l'emploie? ayant écrit contre sa pensée qu'il y avait guet-apens, lorsque M. Barrot lui-même l'a si victorieusement démontré?

Que devient aussi cette ingénieuse explication de M. l'avocat-généal, qui trouve sont naturel le déguisement de Vidocq et de sa bande ;

qui n'y voit qu'une loyale ruse de guerre? Sur qui tombe le reproche de calomnie adressé à ceux qui en concluent que les agens de police ont tiré sur les gardes nationaux? Et M. l'avocat général ose dire que le Précurseur a dù être instruit par les débats des cours d'assises! Oui, certes, il y a puisé des renseignemens. Mais s'est-il rencontré une seule trace de ce complot républicain dont on vous parle encore ici avec une si incroyable assurance? Nous avons tout d'abord défié le gouvernement de le prouver: nous renouvelons aujourd'huile déli, et nous le justifions. Car de tous les condamnés de juin nul n'a été convaincu de complot. On n'a pas même essayé d'établir entre eux le moindre lien; on n'a jugé que des combattans isolés, surpris par le désordre de l'émeute, improvisant leur défense en face d'une agres-son imprévue. Qu'il disparaisse donc pour jamais du sanctuaire de la justice, ce fantôme de conspiration que le pouvoir avait jeté comme un leurre, mais qu'il n'a plus le droit d'évoquer alors qu'il a été publiquement convaincu de mensonge!

Mais dans l'affaire du Corsaire il a été démontré que Vidocq s'était déguisé avec sa bande, qu'ils étaient tous sortis portant des armes chargées. M. Barrot vous a dit que des témoignages nombreux et dignes de foi assuraient qu'ils avaient tiré sur leurs concitoyens, donne des coups de baionnette. Ceci me suffirait, parce que M. Barrot n'a pu prononcer dans cette enceinte des paroles si graves sans les avoir pesées. Mais je me rappelle un fait qui ne sera point nié par le ministère public, et s'il le niait, je m'engage dès à présent à lui prouver dans le Précurseur que ma mémoire n'est point infidèle: (M. Delatournelle fait signe qu'il s'en rapporte.) Un lieutenant-colonel de garde nationale a arrêté un insurgé en flagrant délit, et celui-cis est fait mettre en liberté en prouvant qu'il appartenait à la police. Voilà ce que nous a révélé la cour d'assises. Messieurs les jurés penseront-ils que de tels faits dussent changer la conviction du Précurseur, et qu'innocent au mois de septembre pour avoir, selon l'expression de M. Barrot, deviné l'intervention de ces misérables, il soit coupable au mois de février pour l'avoir rappelée alors que tous les événemens postérieurs établissaient

qu'il ne s'était point trompé?

Ainsi , même en suivant les principes de M. l'avocat-général , le $Pr\ell$ curseur ne devrait point être condamné, puisqu'il a écrit de bonne foi, puisqu'il a dit la vérité. Mais j'ai été plus loin, j'ai soutenu qu'il y avait pour lui courage et nécessité dans l'accomplissement de ce devoir. J'ai avancé que toute ame honnête devait avoir pour ce gouvernement de légitimes sentimens de haine et de mépris. Ce jugement sévère, je l'ai basé sur des faits. Qu'y a-t-on répondu? Qu'ils étaient possibles, mais qu'on n'avait pas à justifier la police. L'ai-je bien entendu, Messieurs? Est ce l'organe de la loi, le protecteur des intérêts de tous qui l'a dit! On lui dénonce un assassinat, un assassinat public, commis par des magistrats, et il répond que le fait est possible et qu'il n'a pas à justifier ceux qui en sont coupables! A les justifier, grand Dieu! Mais ne les justifie t-il pas en ne les poursuivant pas? Quelle est donc cette puissance occulte qu'on place si bas qu'on la couvre à volonté de fange, qu'on lui fait une inviolabilité d'infamie, et qui est cependant assez haute pour qu'on profite de ses crimes? Car si les assassinats de juillet et de juin n'étaient point nécessaires, vous souffrez donc que le sang soit versé par les visirs de la police, selon leur caprice! S'ils étaient nécessaires au soutien du gouvernement, et que vons les excusiez comme tels, voyez un peu sur quoi vous vous appayez! Et quand je m'indigne en demandant compte de telles horreurs, on jette sur moi un blame dédaigneux, on m'accuse de sortir des bornes de la défense! Oh! oui, je m'indignerai; mais je n'aurai pas assez d'énergie pour dire qu'on a tenu bureau ouvert de mentre au profit du pouvoir, et que le ministère public se contente froidement de répondre que cela est possible! Ces paroles resteront, Messieurs; je ne me repens plus d'avoir élevé la voix; quel que soit notre sort, le pays saura ce qu'il peut attendre des ministres de la loi, et où ils sont descendus pour défendre le gouvernement ; il saura qu'ils laissent la France prostituée à la police! basse ou haute, qu'importe? Le crime est moins à verser le sang qu'à en recueillir le fruit! Et je puis dire que le gouvernement qui soutient la police, celui qui l'excuse, celui qui en profite directement ou indirectement, que ce gouvernement se nomme Barthe ou Louis-Philippe, est aussi méprisable que ses plus méprisables agens.

Après cette virulente improvisation que nous n'avons reproduite que fort imparfaitement, l'avocat revient en peu de mots sur l'affaire du pont d'Arcole. Il prouve que l'arrêt de non-lieu ne saurait justifier le gouvernement. Car, dit-il, des citoyens recommandables ont écrit et signé dans les journaux de Paris que les sergens de ville avaient frappé sans provocation. S'ils calomnient, pourquoi ne les a t-on pas poursuivis? c'est qu'ils offraient des preuves. Or, n'est-il pas inoui que le pouvoir se laisse ainsi accuser en face, et qu'il nie plus tard avoir commis les forfaits dont il lei eût été si facile de se justifier?

Ayant ainsi démontre par des faits que tous les reproches adressés au gouvernement étaient légitimes, et devaient inspirer la haine et le mepris à tous les honnêtes gens de quelque parti qu'ils fussent, M° Jules

Favre poursuit en ces termes :

Mais est-ce la tout, Messieurs? Ai-je épuisé les considérations qu'il m'appartient dans cette cause? J'ai démasqué les lois de 1819 et 1822, et prouvé qu'elles étaient dans la main du pouvoir une arme commode, à l'aide de laquelle il lui était toujours possible d'étousser tonte théorie gênante. J'ai aussi justifié l'article incriminé, en établissant d'abord que le Précurseur avait du en conscience regarder le coupd'état de juin comme un guet-apens politique, en second lieu, en appuyant sur des faits incontestables, sur d'irrécusables témoignages la réalité de ce guet-apens. Mais je ne vous ai point dit le mot de ce procès, et, en vérité, il est si mesquin dans sa cause, qu'il a bien pu m'échapper au milieu des graves préoccupations qui ont dû me dominer. On a essayé une tentative nouvelle contre la presse, et ce qui le prouve, c'est que les auteurs véritables du prétendu délit ne se trouvent point à vos pieds. Nous sommes loin de nous en plaindre; bien que l'article nous aitété communiqué, et que, par un noble mouvement de générosité, les rédacteurs se soient fait connaître, nous en avons accepté la responsabilité, nous ne la déclinons pas davantage devant la justice que devant le public: mais comment expliquer ce privilège de poursuite dont le parquet nous a fait l'honneur, si ce n'est par une intention évidente de rainer la presse? Ce n'est pas d'hier qu'une conspiration a été ourdie contre une feuille indépendante, dont la publication choque certaines antipathies. Le bon sens et le patriotisme du jury de septembre l'ont déjouée. Votre sentence, Messieurs, ne sera point différente. Je ne pense point en effet que les principes de tolérance universelle, le besoin sincère de libre examen, soient aujourd'hui moins respectés. Nécessaires à nous tous, au milieu des étranges dissidences d'opinion qui nous divisent, ils se sont incarnés dans nos mœurs, etse retrouveront dans votre décision. Je ne conçois plus aujourd'hui d'autre religion politique qui puisse sermer derrière nous le goussre des révolutions. Tous les pouvoirs ressemblent à des pilotes sans boussole, errant au hasard dans une société qu'ils ne connaissent plus, vivant au jour le jour de violences; supportés provisoirement faute de mieux. En vérité, dans ce pele mêle général, je ne vois que la presse qui remplisse les fonctions d'agent civilisateur. Sans elle, tout est remis en question, et les forces avengles qui fermentent au sein du corps social, peuvent se rencontrer face à face et se livrer bataille.

Car vous n'ignorez pas, Messieurs, que la nature humaine se révèle par une double manifestation : la violence et le droit. Ce n'est pas

d'aujourd'hui qu'elles se sont disputé le modit leur utte a companée sur son berceau, il est probable qu'est que mint, qu'avec lu seule frent, dans les âges primitifs, le d'étit auguissait titouffé sous l'opt pression de la force; il ne s'annonçait que par ces chavaisions auguenses qui accusent la présence d'un paneille véritalité, d'ais enchainé. Dans l'avenir, au contraire, et nout y maisinons, la violence sera subordonnée an droit qui la régulariser dans l'interêt da fous. Mais pensez-vous que nous soyions voisins de la réalisation de cette utople. Pensez-vous que le moment soit venu de lats. présence d'un pouvoir qui voudrait en arrêter le progrès? Je ne parlerai point des innombrables procès intentés à la presse depuis près de trois ans, ni des humiliations de toute nature dont on a abreuvé tous ceux qui conservaient une plume indépendante. Non, j'ai assez contristé vos cœurs par de déplorables peintures. il est temps de nous élever à de plus hautes considérations : Messieurs, d'où sortons-nous? du 18° siècle? il touchait au moyen âge. Il n'y a pas cinquante ans encore que la torture était admise comme preuve, et que le bourreau venait dicter les arrêts de la justice. Dix huit cents ans après J. C., l'esclavage colonial déshonore nos possessions d'outre mer. Voulez-vous des faits plus spéciaux? dites-moi si l'Europe ne sent pas ses slancs déchirés par l'éperon de la sainte-alliance sous le poids de laquelle elle se cabre vainement? Dites mois si, dans les cours du Nord, ne se trame pas une machination secrète de quelque Saint Barthélemy des idées li-bérales, dont notre France serait à la fois l'échafaud et la tombe? Et pour ne point sortir de chez nous, ne voyez-vous pas de tous côtés les systèmes les plus bizarres se heurter confusément sur le sol national; tous incomplets et transitoires, je le crois, mais tous unanimes à faire de notre société une satire impitoyable, tous unanimes à réclamer de radicales et promptes modifications. Est-ce là un symptôme insignifiant? Ne vous annonce-t-il pas, au contraire, qu'il existe dans l'état une foule de besoins opprimés, qui s'agitent et demandent satisfaction?

Et c'est alors qu'on étoufferait la discussion! Prenez-y garde, Messieurs; tous ces besoins qui brûlent de se faire jour ne seront point apaisés par des amendes et des emprisonnemens. Il leur faut une manifestation. Si vous les empêchez d'être journal, ils se feront émente. Ils changeront leur plume contre des mousquets. Et alors, Messieurs, je m'étoune comment, après les leçons de juillet et de novembre, on peut dire anathème à la pensée, confier follement les destins de la France au hasard de la force brutale, surtout lorsqu'on est minorité

du nombre et d'énergie!

Mais, dit-on, loin de calmer les passions populaires, la presse les irrite. Je conviens franchement qu'elle a commis des fautes. Quelle puissance n'a en les siennes? Emancipée d'hier, elle a quelque sois porté dans le domaine de la liberté quelques-unes des habitudes de 'esclave; mais elle s'en fût bien vîte dépouillée, si on lui eût fait une large part d'indépendance : au contraire, on l'a mesquinement persécutée, traquée par de pédantesques réquisitoires, on l'a emprisonnée, ruinée..... On s'irriterait à moins. N'est-il pas vrai, messieurs, que la contradiction aigrit. que les poursuites injustes poussent à la violence? Croyez-vous que les pensées soient bien calmes, quand elles sortent du fond d'un cachot? L'expérience vient ici à l'appui de cette psychologie du cœur humain. Quand le Précurseur fut poursuivi au mois de septembre, le ministère public ne manquait pas de dire que l'indulgence encouragerait son audace, que sa violence s'accroîtrait avec l'impunité? Qu'est-il arrivé? Je prends pour juge tout homme de bonne soi : si le Précurseur n'a rien changé à l'inflexibilité de ses principes, au moins conviendra t-on qu'il a renoncé à ces formes acerbes qu'on pouvait auparavant lui reprocher quelque fois: au moins lui doit-on rendre cette justice que son langage s'adresse plus à la raison qu'aux passions. Ainsi, il a puisé dans l'adhésion du jury des leçons de modération et de dignité. Il en sera de même toutes les fois que le jury interviendra entre le pouvoir et la presse. En émancipant celle-ci, il la moralisera : elle n'aura plus pour les masses que des paroles calmes et raisonnées. Elle sera impitoyable aux abus : qui s'en plaindrait? Elle tuera les mauvais gouvernemens; mais les gouvernemens sont its faits pour les peuples, ou les peuples pour les gouvernemens? Au moins les tuera-t-elle paisiblement par la seule influence de ses doctrines, et vraiment notre malheureux pays a fait une assez triste ex-périence des révolutions à coups de fusil, pour que nous puissions maintenant essayer des révolutions à coups de plume.

On a dit que notre crise sociale cache au fond une crise industrielle,

et je le crois. Les élémens s'en multiplient autour de nous, et menacent de nous déborder. Mais qu'a-t-on fait pour la prévenir? A-t-on allégé les impôts qui entravent la production? A-t-on dirigé les efforts des travailleurs, vécu de leur vie, épousé leurs intérêts? On ne les comprend même pas! Que faire donc de ce peuple qui travaille et qui souffre, de ce peuple qui grossit de ses sueurs et de ses larmes le chiffre du budget et de la liste civile, qu'en faire si vous lui enlevez sa dernière espérance? Et quelle espérance lui restera-t-il, quand ses défenseurs naturels seront réduits au silence , quand la presse sera morte sous les coups du pouvoir? Quel terme verra-t-il à ses maux quand il dépendra du caprice de l'autorité de le reculer? Laissez-nous, au contraire, la liberté de penser et d'écrire, et tout le reste nous viendra par conséquence! Alors nous pourrons dire à cette France laborieuse

qui s'émancipe et grandit chaque jour :

Patience! La presse réclame avec instance une place dans l'état pour l'intelligence et le travail. Patience! Les révolutions pacifiques, pour s'opérer plus lentement, sont plus durables, parce que chacun y met la main et les salue par d'unanimes acclamations. Patience! Car au milieu de toutes nos espérances brisées, il nous reste encore la presse et le jury : puissances solidaires, nées l'une de l'autre, et qui se soutiendront mutuellement; la presse, en combattant les usurpations du pouvoir, en préparant les améliorations sociales ; le jury , en la défendant contre de dangereuses attaques. Ainsi, par leur double influence, la paix et les destinées publiques sont désormais assurées ; ainsi est impossible le retour sanglant des proscriptions et des échafauds! et quand la France renouvelée, aura ressuscité l'enthousiasme populaire pour un système qui laissera toute faculté humaine se libeement, cet enthousiasme aura ses hymnes de reconnaissance et ses fêtes nationales pour cette magistrature populaire, qui dans les mauvais jours ne manqua point aux idées, qui de sa main puissante ferma le règne de la violence, en permettant à la pensée de faire paisiblement la conquête du monde. Ce beau triomphe sera le vôtre, Messieurs les jurés, celui de vos prédécesseurs. Il sera votre gloire et le salut du pays.

M. le président demande à l'accusé s'il a quelque chose à ajouter pour sa défense. - M. Anselme Petetin prononce l'allocation que nous avons

rapportée dans notre dernier numéro.

M. le président résume les débats. Il nous a été impossible de reconnaître dans ce résumé l'impartialité qui est le devoir du magistrat. L'énergie du défenseur y est sévèrement blâmée, et M. le président semble garder sa bienveillance pour l'accusation. Le jury entre ensuite dans la salle de ses délibérations; il en sort un quart d'heure après, et son chef lit avec quelques difficultés une déclaration d'où il résulte que l'accusé est coupable mais avec des circonstances attenuantes.

M° Jules Favre se lève aussitôt pour demander que la déclaration du jury soit annulée, et que messieurs les jurés rentrent aussitôt dans la salle de leurs délibérations, pour rendre un nouveau verdict, attendu que la question des circonstances atténuantes ne peut être posée en matière correctionnelle et que le jury a délibéré dans une erreur de

M. le président, sans consulter ces deux assesseurs, répond que la déclaration du jury renfermant un verdiet de culpabilité, la condamnation est des lors acquise à la cour. - M° Favre demande acte de ses réserves sur la nullité de la déclaration du jury. -- La cour se retire pour délibérer, et dix minutes après elle rentre, et rend un arrêt qui condamne M. Anselme Petetin à 2 mois de prison et 3,000 fr. d'a-

Nous aurions peine à reproduire l'impression que cause sur l'auditoire cette condamnation inattendue. C'est une sorte de stupeur et d'étonnement que nous devons noter, et qui a dû frapper tout le monde et les jurés, et la cour, et le ministère public lui-même.

MM. les Souscripteurs dont l'abonnement expire le 31 mars 1833, sont priés de le renouveler, afin de ne point éprouver d'interruption dans l'envoi du Journal.

(Corresp. particulière du Précurseur.) **PARIS**, 25 mars 1833.

La journée d'hier s'est passée fort tranquillement, et peu de parisiens, étrangers au service supérieur de la garde nationale et de l'état-major de la place, se sont doutés que la ville entière était sur un volcan, et que tous les chefs de corps et de légion avaient ordre de se tenir prêts à marcher au premier signal.

La visite que des jeunes gens avaient annoncé devoir faire à M. Joly, pour le féliciter de son plaidoyer dans l'affaire Bergeron, avait seule motivé les appréhensions de l'autorité qui, aux mesures qu'elle a ordonnées, paraissait se préparer à un nouveau six juin.

M. Joly, pour éviter le plus léger prétexte de troubles, avait dissuadé de leur dessein les jeunes gens qui se préparaient à lui faire une ovation, et il l'avait dès le matin annoncé par une lettre que les journaux ont publiée.

A la Bourse aujourd'hui, on s'entretenait des alarmes qui avaient agité la police toute la journée d'hier, et le discours insolite de M. Viennet, à la séance de samedi, préoccupait surtout les esprits. On commençait de nouveau à se sentir pris de peur, et l'avenir ne paraissait plus aussi riant qu'il y a quelques semaines.

- Il y a toujours beaucoup d'agitation dans la diplomatie au sujet des affaires d'Orient. On prétend que l'ambassadeur russe à Constantinople a déclaré qu'il ne pouvait pas consentir à ce qu'on entrât en négociations avec un rebelle, et que Méhémed-Ali devait d'abord se soumettre sans restriction. D'après cette déclaration, la flotte turque serait toujours devant Constantinople, et menacerait d'intervenir malgré la déclaration de la Porte.

Ces nouvelles ne sont pas parvenues au gouvernement par la voie officielle, en sorte qu'on serait encore dans l'incertitude sur leur authenticité. Toutefois on a envoyé d'ordre au préfet maritime de Toulon de presser l'armement des bâtimens qui sont destinés à une expédition probable en Orient, et deux vaisseaux de guerre sont déjà partis de Brest pour rallier à Toulon le reste de flotte. Le Moniteur répétant l'article de la France Nouvelle, annonce aujourd'hui que les dernières nouvelles de Constantinople arrivées au gouvernement sont du 21 février; cependant on pense qu'il en a reçu indirectement du 27, mais qu'il ne veut pas les faire connaître.

– La discussion qui va s'ouvrir du budget du ministère de l'instruction publique acquiert un grand intérêt par la destitution de M. Dubois. Plusieurs membres se proposent de demander une réforme totale du système universitaire, et l'on dit que M. Dubois doit faire connaître tous les abus du système actuel, mais en renonçant à s'en appuyer dans ce qu'il a de personnel à lui reprocher.

- Un journal du matin annonce comme très-prochain le mariage du nouveau presque ministre, général Sébastiani, avec Mad. Davidoff, nièce du prince de Polignac. Bien que le général ait près de 65 ans, cette nouvelle n'est pas dénuée de fondement. Il y a déjà long-temps que M. Sébastiani fait sa cour à Mad. Davidoff.

– Lorsque M. de Lamartine perdit à Beyrouth en Syrie, sa fille Julia, son unique enfant, il venait de recevoir de France des lettres qui lui annonçaient son élection au collége électoral de Dunkerque; en 1829, quand il perdit sa mère, brûlée vive dans un bain, à Màcon, il venait d'apprendre son élection à l'Académie française. La Providence, a-t-il dit lui-même, dans un de ses discours, qui se voile sous nos joies comme sous nos douleurs, nous attend avec un arrêt de mort à l'heure de nos vains triom-

- Il paraît que le plus grand sujet d'inquiétude du ministère relativement à sa majorité parlementaire, est la prochaine discussion sur le budget de la guerre. Depuis près de deux mois on négocie avec les membres de la commission du budget; mais il y a certaine irrégularité qu'elle a déclaré devoir faire connaître à la chambre. M. Mauguin et plusieurs autres députés ont eu soin de se procurer tous les renseignemens nécessaires pour soulever le voile que l'on veut jeter sur certaines parties de la gestion du maréchal Soult.

— Les nouvelles de Blaye données par la Gnzette de Francc continuent chaque matin à être encadrées dans une bande noire, en signe de deuil, pour la fin prochaine de la duchesse de Berry, qu'on déclare sur le point de mourir, si le gouvernement ne se hâte point de la mettre en liberté.

- On dit que la duchesse de Berry a reçu dernièrement des nouvelles de sa famille, et que les lettres de Charles X et de la duchesse d'Angoulème sont pour beaucoup dans l'indisposition que la duchesse a ressentie depuis trois se-

- La moitié des troupes en garnison à Alger va être remplacée par d'autres régimens. L'autre moitié rentrera en France au mois d'avril 1834.

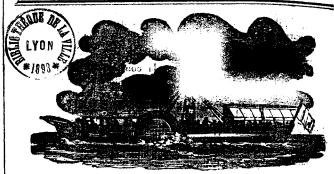
-L'ambassadeur turc a eu hier, après l'audience du roi, une conférence avec le duc de Broglie.

La Gazette de Cassel du 19 mars annonce que, par suite de la dissolution de la diète, les colléges électoraux sont convoqués, conformément à la constitution, pour le 15 avril prochain.

(1448) On désire avoir des nouvelles du sieur Amédée Montiglio, né à Cuorgné, diocèse d'Yvrée (Piémont). Il était garçon cafetier, profession qu'il a exercée, soit à Chambéry, soit à Lyon. Il a quitte Turin à peu prés dans l'année 1806. Donner les renseignemens à MM veuve Guérin et fils , maison Auriol , à Lyon.

(1441) A partir du 31 courant, les actionnaires de la Banque de Prévoyance sont invités à venir toucher dans ses bureaux établis à Lyon, chez M° Casati, notaire, leurs intérêts sémestriels et divi-

Des compagnies y sont ouvertes pour tous les âges et pour toules les sommes. Les placemens ont lieu en espèces ou en inscriptions de rentes; et grâces aux garanties complètes de cette institution, on y trouve à la fois conservation intacte de ses capitaux et augmentation de ses revenus.



Paquebots à Vapeur

DU RHONE.

A dater du 24 mars 1833, ils reprendront leur service d'été. EN UN JOUR POUR AVIGNON.

PARTANT LES

Jeudi, Dimanche,

AVIGNON,

à 5 heures du matin, de la chaussée Perrache.

PRIX DES PLACES :

Premières.

Secondes

S'adresser quai de Retz, nº 42.

LIBRAIRIE.

Tous les journaux de Paris ont parlé avec avantage du CABINET DE LECTURE, JOURNAL LITTERAIRE, paraissant tous les cinq jours, format grand in-4°, à 16 pages à trois colonnes, imprimé fort élégamment sur beau papier, avec de gros caractères, et contenant dans chaque numéro la valeur d'un volume

Le CABINET DE LECTURE fondé depuis pres de cinq ans et dirigé par M. DARTHENAY, doit son beau succès à une rédaction remarquable et soutenue, à laquelle concourent les écrivains les plus distingués. Le CABINET DE LECTURE ne s'occupe point de politique, mais il résume les nouvelles. Des traductions de revues anglaises, des romans, des contes des extraits des meilleurs ouvrages inédits, des articles critiques sur la littérature, les mœurs, les théâtres et les modes, voilà ce qui rend ce journal aussi intéressant, aussi amusant que varié, et nous ne saurions trop vivement le recommander.

Le CABINET DE LECTURE est le recueil qui représente de la manière la plus complète la littéra-

ture nationale et étrangère. On s'abonne à Paris, rue de Seine, n° 10, et chez tous les directeurs des postes. Le prix est de 48 fr. pour un an; 25 f. pour six mois, et 13 f. pour

trois mois. Il suffit aussi d'écrire par la poste en affranchissant.

ANNONCES JUDICIAIRES.

(1443) Par jugement du tribunal de première instance de Lyon, du vingt mars mil huit cent trentetrois, enregistré le vingt-deux par Trolliet, rendu entre la dame Elisabeth-Emilie Boucton, épouse du sieur Pierre-Amand Poullain, négociant, demeurant ensemble à Lyon, place d'Albon, d'une part; et le sieur Lafforge, expert en affaires de commerce, demeurant à Lyon, rue de la Gerbe, syndic provi-soire de la faillite de ce dernier; ledit jugement signifié le vingt-cinq aux défendeurs par exploit de Ravet, huissier, ladite dame Poullain a été séparée de biens d'avec son mari.

Me Foudras, avoué, demeurant à Lyon, rue des Célestins, ne 6, a occupé dans l'instance. Pour extrait: Lyon, le 26 mars 1833.

Signé FOUDRAS.

(1406 4)En l'audience des criées du tribunal de première instance séant à Lyon, place St-Jean, du samedi trente mars courant, à onze heures du matin, il sera procédé à l'adjudication définitive, sans remise, et même au-dessous de l'estimation, d'une superbe maison neuve, située à Lyon, quai St-Benoit, nº 51, et d'une maison d'ancienne construc-≓on, même quai, n° 52.

S'adresser, pour plus amples renseignemens, à Me Fuchez, avoué, demeurant à Lyon, rue St-Pierre, nº 23, ou à M. Vettard, l'un des propriétaires, demeurant à Lyon, dans la vieille maison.

Annonces diverses.

(1383 10)A céder par suite de décès du titulaire.—Un office de notaire à la résidence de Belley, chef lieu

d'arrondissement, département de l'Ain. S'adresser à M° Gouvet, notaire audit Belley.

(1413 3) A céder. - Un office de greffier de l'un des meilleurs cantons de l'arrondissement de St-Etienne

S'adresser à M. Raverot, agent de change à St-Etienne.

(1382 4) A vendre.—Un moulin à blé avec tous ses accessoires.

-Deux moulins à plâtre dont l'un est établi de manière à confectionner autant que deux moulins

- Deux grilles à passer le plâtre, et différens objets et outils propres à la fabrication.

S'adresser à M. Guillebean, propriétaire à la Guillotière, grande rue nº 99.

(1340 11) A vendre. - Fonds d'hôtel garni, rue Dubois, nº 18, au 1er. S'y adresser.

(1403 6) A vendre. - Assortiment de chardons pour garnissage, draperies et coton. S'adresser chez J. Villard, fabricant de couvertures

rue de la Cage , nº 10. MALADIES SECRÈTES

ET CUTANÉES. SIROP DÉPURATO-LAXATIF DE SÉNÉ*,

Publié par ordre exprès du gouvernement, Préparé par PERENIN, Pharmacien - Chimiste, rue du Palais-Grillet ou Puits-Pelu, nº 23, à Lyon.

Ce sirop est reconnu par les plus célèbres médecins de royaume pour être le spécifique le plus puissant pour purifier le sang et opérer la guérison très-prompte et complète des maladies cutanées et vénériennes, telles que Dartres, Gales répercutées, Boutons, Rougeurs, Pustules, écoulemens anciens ou récens, Fleurs blanches des Femmes, etc. etc.; il remedie également aux accidens mercuriels.

Les cures surprenantes, opérées chaque jour par ce dépuratif, sont un sûr garant à la confiance publique dont il jouit constamment, et prouvent incontestabledont il jouit constamment, ce production de ce genre ne peut lui être
* C. P. 159.

On fait des envois. (Ecrire franco). 1025 32)

DEPURATIF

DU SANG. (1104 17) L'extrait de salsepareille composé, du docteur Smith, médecin anglais, quai St-Antoine n° 31, maison des Bains, à Lyon, est le remède le plus efficace pour les dartres, les éruptions , les ulcères, et toutes les maladies de la peau et du sang. Les personnes mariées ou sur le point de l'être, qui auraient raison de craindre pour des vices cachés ou des restes de mercure, peuvent, en toute assurance. avoir recours à ce remède, qui purifie et adoucit le sang, et rétablit la santé.

Se vend au prix de 3 f. la boîte.

Se vend aussi chez M. Vernet, pharmacien, place des Terreaux, nº 43.

PATE DE LICHEN PECTORALE ET FORTIFIANTE.

Elle calme promptement et guérit en très-peu de jours les toux opiniâtres, les oppressions, les rhumes, les catarrhes, les irritations de la gorge, de la poitrine. Son débit toujours croissant atteste chaque jour son

Prix des boîtes: 1 fr. 20 c. et 1 fr. 80 c.; chez Vernet, pharmacien, place des Terreaux.

On trouve chez le même le RACAHOUT, aliment précieux pour les convalescens, les personnes de poi-trine faible et délicate. (1015-46) $(1015 \ 16)$

MM. les officiers qui passeront en cette qualité dans la gendarmerie, et MM. les maréchaux-des-logis qui passeront officiers dans ladite arme, sont prévenus qu'ils peuvent acheter à très bon compte un uniforme et un harnachement tout neufs de grande et petite tenue.

S'adresser à Lyon, rue Ste-Hélène, nº 12.

MALADIES

VERDÉ, ayant pour titre : Nouveau Traitement et Gué rison des Maladies cancéreuses, par l'emploi de la Pom made ANTI-CARCINOMATEUSE et du Sirop DÉPU-RATIF ANTI-CARCINOMATEUX, vient de paraître. Les succès nombreux oblenus par ce trai-tement, la réputation méritée dont il jouit déjà nous dispensent ici de faire l'éloge de cette précieus. découverte.

Le seul dépôt de ces médicamens est à Paris, chez M. Deslauriers, pharmacien, successeur de Vanquelin, rue de Cléry, n° 31, où se distribue gratis la brochure.

GBAND - THÉATRE.

Spectacle du 28 mars.

L'Amour et la Raison, comédie. - Le Pré aux . Clercs , opéra.

BOURSE DE PARIS. - 23 mars 1853.

e de la companya de l	1er Crs.	plus h	plus b	dern.
5 p. 010 au compt,	101 30	10130	101 5	10115
— fin courant.	101 50	101 *	10130	10150
EMP. 1831 au compt.	101 »			» •
- fin courant.			, ,	
4 p. 100 au compt.	93 "		» •	2 1
🛪 p. ojo au compt.	78 10	78 to	78 .	78
fin courant.	73 20	78 25	78	78 5
ACTIONS DE LA BANQ.	1700 »			
R. DE NAPLES au c.	91 0	91 »	90 90	90 90
- fin courant.	90 90	90 90	90 90	90 90
Corrès	17 172	* *		
Espag. Emp. royal.	88 710	» »		' '
 fin courant. 	» »	מ נ		۱, ۱
- Rente perp.	71 *	» »	ם מ	, ,
- fin courant.		» »	2 2	, ,
QUATER CANAUX	1162 50		3 3	, ,
Cose Hypothecaire.	582 50		» »	, ,
EMPRUNT D'HATTI	215 »	2 >		, ,
EMPRUNT ROMAIN	87 314		» »	, ,
EMPRUNT BELGE	90 🖫	D D	» · »	, , , ,

COURS DES MARCHANDISES.

. TOTALS MAIS	TATAL DESIGNATION.
Colza, disp.,	82
Courant du mois,	82 50 à 83
Mars en juin ,	82 50 à 83
6 premiers mois 1855	, ",
6 derniers mois,	83 à 84
Lille,	74
Voiture,	74 6 25
3 _[6 disp. Montpellier,	195 à 197 ⁵⁰
Courant du mois et	195 à 197 ⁵⁰ avril, 195 à 197 ⁵⁰
Mai et juin,	200
4 derniers,	205

Anselme PETETIN.

LYON, IMP. DE CHARVIN, RUE CHALAMON, Nº 5.